

Lydia Guirous : "Si « être progressiste », c'est tout accepter dès lors que cela se présente avec le visage de la modernité, nous le refusons"



Au lendemain du Conseil national des Républicains, la porte-parole du parti détaille pour Atlantico l'état d'esprit qui anime les militants et les défis qui vont s'imposer à Laurent Wauquiez.

Avec Lydia
Guirous

Atlantico : Le conseil national de LR, premier de Laurent Wauquiez en tant que président du parti se tenait ce samedi 27 janvier à Paris. Lors de son discours, votre président a particulièrement insisté sur la "fierté d'être de droite" comme pilier du renouveau du parti, après une année 2017 qui a du laisser des cicatrices. La défaite à la présidentielle et les crises de la refondation sont-elles enfin terminées ?

Lydia Guirous : Laurent Wauquiez a été élu par 74% des militants, il possède une légitimité forte. Il a fait campagne sans jamais s'économiser, en allant sur tous les territoires et pas seulement sur les plateaux de télévision. Son élection fait naître une grande espérance à droite. Il est solide et s'est entouré d'une équipe jeune et déterminée à démasquer la politique du Président de l'enfumage et de l'hyper communication. Nous reconstruisons à l'écoute et avec la préoccupation de défendre la France des territoires, des oubliés de la mondialisation, des chefs d'entreprises et artisans, de la classe moyenne qui est matraquée et méprisée par le gouvernement.

Quelles sont pour vous les avancées significatives que cette journée a permis d'opérer dans cette refonte du parti ?

Au niveau de l'organisation, nous avons fait valider par un vote l'équipe, le Bureau politique et la CNI. C'est une équipe renouvelée, paritaire, avec une moyenne d'âge de 40 ans. Le plus jeune a 31 ans et moi 33ans, la jeunesse tient donc une bonne place dans cette équipe dirigeante. La matinée a été consacrée aux échanges avec les conseillers nationaux, qui nous ont fait part de suggestions quant à l'organisation ou sur des sujets de fond. Un besoin d'une droite claire, courageuse et solide s'est exprimé et nous allons l'incarner ! Nous ne serons pas une droite filet d'eau tiède qui s'excuse d'être de droite.

Laurent Wauquiez a expliqué que quand Valérie Pécresse - venue s'exprimer avant lui pour signifier la création de "Libres !", son groupe politique interne à LR - parlait de l'existence de "droites", elle entendait encore l'existence d'une "seule droite, une seule famille". Comment expliquez-vous ce paradoxe, entre volonté affichée d'unité et les huées qui ont accompagnées le discours de Valérie Pécresse ?

Nous sommes unis par des convictions fortes et une volonté indestructible d'alternance. Nous croyons en la Nation, en la transmission, en la famille, en la laïcité et à une gestion rigoureuse des dépenses publiques. Nous croyons au mérite, au travail, à l'effort et à l'autorité. Laurent Wauquiez a tendu la main à Valérie Pécresse et prouve sa volonté de rassemblement en lui offrant la possibilité de faire vivre son mouvement au sein de LR, comme le fait CPNT ou Droite Lib de Virginie Calmels. Notre énergie et nos idées doivent servir notre famille politique, jamais la desservir. Quant aux militants, Laurent Wauquiez a été très élégant en demandant la fin des huées. Nos militants ont vécu une année 2017 difficile, l'élection de Laurent Wauquiez a suscité beaucoup d'espoir, nous ne pouvons pas laisser de vieilles habitudes politiques, de vieilles mises en scène, décevoir nos militants. Nous avons un devoir d'unité.

On pourrait considérer que ce qu'entendait Valérie Pécresse était l'existence de deux "courants" au sein de votre formation politique, un plus "progressiste" et l'autre plus "conservateur". Refusez-vous ce clivage au nom de la séparation plus classique entre droite et gauche?

Il y a eu une élection et un Président élu. La diversité des sensibilités a toujours existé au sein de notre famille politique. Laurent Wauquiez l'a fait vivre au sein du parti et dans la composition de l'équipe dirigeante : Virginie Calmels, 1 ère adjointe d'Alain Juppé à Bordeaux, Guillaume Peltier, Damien Abad issu du centre, Jean Leonetti humaniste venant du Parti Radical valoisien, Valérie Boyer qui est fillonniste... Si le « être progressiste » c'est tout accepter dès lors que cela se présente avec le visage de la modernité et bien cela nous le refusons. Tout changement n'est pas nécessairement moderne, et toute forme de modernité n'est pas nécessairement un progrès. Je ne crois pas que la GPA soit un progrès, même si ça semble « moderne » et bien c'est une évolution contre laquelle nous devons nous mobiliser. Est-ce que cela fait de moi une conservatrice ? Non je ne le crois pas. Cette segmentation est celle que veut imposer la gauche qui rêve de gommer tous les repères et finalement d'anéantir l'esprit critique qui est pourtant la condition sine qua non de la liberté. Enfin, j'ai du mal à voir sur quel sujet Valérie Pécresse a une véritable différence de fond avec Laurent Wauquiez, sur le régalien ? sur l'immigration ? sur le sociétal ? Tout cela n'est qu'une illusion qui une fois confrontée à la réalité s'effondre comme un château de cartes. Il faut cesser d'entretenir de fausses divisions à des fins personnelles.

Laurent Wauquiez a dénoncé la situation actuelle de l'Union européenne, demandant de ses vœux la formation d'une "Europe des cercles" qui serait mise en oeuvre par Edouard Balladur. Qu'est-ce qui pose problème selon vous avec le format actuel de l'Union européenne, et pensez-vous qu'il soit vraiment possible de revenir à douze membres aujourd'hui ?

Nous voulons que l'Europe fonctionne mieux et pour cela nous voulons la changer. Nous pensons qu'il faut éviter deux écueils : la sortie de l'Europe et l'élargissement à outrance. Erasmus est un bon programme nous souhaitons le renforcer. Nous souhaitons renforcer l'Europe de la recherche afin d'être capable de trouver un vaccin contre Alzheimer. Réaliste, Laurent Wauquiez demande pour les questions d'immigration que nous retrouvions notre souveraineté dans la maîtrise de nos frontières, parce que Schengen ça ne marche pas ! Emmanuel Macron veut élargir l'Europe aux pays des Balkans, l'Albanie, la Bosnie Herzégovine, la Serbie, la Macédoine, et veut faire entrer la Roumanie et la Bulgarie dans Schengen, nous le refuserons. Nous aurons un débat au sujet de l'Europe et un conseil national dédié, nous réfléchirons à une Europe des cercles avec des niveaux d'intégration différents, avec un noyau dur à 12. L'Europe à 28 ne fonctionne plus. Nous avons le devoir de proposer un autre chemin pour relancer l'idée Européenne, réconcilier Jean Monnet et Philippe Seguin.

Le discours a beaucoup insisté sur les thèmes de la justice, Laurent Wauquiez prenant la défense des policiers en situation difficile. Comment jugez-vous la situation difficile du gouvernement actuel dans la crise des prisons ? Quelle action préconisez-vous ?

Le gouvernement actuel souffre d'un manque de courage et d'un manque d'idées concrètes. Macron et Philippe sont les dignes héritiers de Hollande. Ils sont dans le discours d'apparat et la recherche permanente du consensus mou. On aurait aimé un « en même temps », je dis et je fais, on a un « en même », je parle et surtout je ne fais rien pour ne froisser personne !

Sur les prisons, cela est symptomatique, la crise gronde depuis un moment et de nombreuses alertes avaient été données à Mme Belloubet. Ces derniers mois d'odieuses agressions au nom de l'Islam politique ont été commises...elle a préféré tout comme le premier Ministre baisser les yeux et surtout nier le malaise de ces serviteurs de l'Etat, dans un mépris et un snobisme incroyablement parisien et élitiste. Pourtant les solutions existent: revenir sur le programme de construction de places de prison stoppé par Hollande, instaurer des départements spécialisés voire des prisons spécialisées pour les islamistes pour éviter les phénomènes de contagion de cette idéologie qui tue sur notre territoire, et enfin mettre en place des peines planchers pour les agressions commises contre les dépositaires de l'autorité publique et de la force publique.

Laurent Wauquiez a tenu à se distinguer d'Emmanuel Macron pendant tout le discours, alors qu'on pourrait dire que le président a fait "main basse" sur la droite selon l'expression du Figaro Magazine de ce week-end. Au-delà du régalien et du fiscal, qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui Emmanuel Macron n'est pas de droite et LR oui ?

C'est vous qui le dite car vous voyez la droite avec un logiciel de gauche ou social-démocrate, genre soupe macroniste... Nous sommes les héritiers du Général de Gaulle, dois-je vous le rappeler ? A ce titre vous ne pouvez pas réduire la droite à un parti libéral et conservateur. La droite républicaine, dans la droite ligne du gaullisme, est également sociale et sur certains sujets concernant la solidarité nationale, ne rougit pas d'être jacobine. La droite peut être sociale et jacobine autant que libérale et favorable à la mondialisation. C'est la gauche qui essaie de nous mettre dans le corner du libéralisme en criant sur tous les toits que de ce fait nous n'avons plus d'espace du fait de la politique ultra-libérale de Macron. Mais nous sommes bien plus que cela vous savez...De Gaulle était tout sauf un libéral ! Etre de droite ne se résume pas à un simple débat sur la place de l'Etat dans l'économie. Etre de droite c'est d'abord aimer les Français, tous les Français, ceux des villes et des campagnes, c'est aimer la diversité de nos territoires, la qualité de nos productions et savoirs-faire français, c'est croire en la possibilité d'une réindustrialisation de la France, c'est penser que le monde du travail est plus large que le champ des seules start up, c'est penser que l'ubérisation de la société et du monde du travail est une épée de Damoclès, c'est penser qu'affirmer son identité n'est pas incompatible avec une mondialisation raisonnée, c'est penser que

l'économie réelle doit primer sur la finance...voilà à travers ces quelques exemples pourquoi Macron ne pourra jamais être de droite. Il est bien trop confortablement installé dans le conformisme et la bien-pensance des élites mondialisées qu'ils fréquentent à tout va en regardant les Français et leurs problèmes avec une longue vue.

Ce congrès a été aussi l'occasion d'affirmer que la droite comptait investir des domaines d'action politique qui sont généralement catégorisés à gauche, comme le social ou l'écologie. Sur ce dernier thème, à quoi ressemble concrètement une écologie de droite ? Mettrait-elle par exemple fin, comme le Président Macron, au projet de Notre-Dame-des-Landes ?

L'écologie est l'affaire de tous et personne ne peut s'approprier ce sujet. C'est une tendance de la gauche de vouloir s'approprier certains sujets comme la cause des femmes, la laïcité (qu'ils ont abandonné pendant des décennies), l'écologie. Nous ne laisserons aucun sujet de côté, nous parlerons d'immigration et nous parlerons de social et d'environnement. Nous allons travailler à l'émergence d'une écologie de droite qui ne sera pas synonyme d'interdits, de fermetures et de normes administratives. Concernant Notre-Dame-des-Landes, c'est un signal de faiblesse qu'a envoyé Emmanuel Macron en cédant aux zadistes. Avec Macron ceux qui occupent illégalement, cassent, et crient le plus fort gagnent. Ceux qui se sont exprimés lors de la consultation et ont respecté les règles, ont été sacrifiés. C'est une décision qui marque le quinquennat Macron du sceau de la faiblesse, du manque d'autorité, du déni de démocratie, fidèle à son père politique François Hollande.